

## GBAGBO À LA CPI :

## «J'ai été arrêté sous les bombes françaises»

**L'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, soupçonné de crimes contre l'humanité, a accusé l'armée française d'avoir orchestré son arrestation lors de sa première comparution hier devant la Cour pénale internationale.**

«J'ai été arrêté le 11 avril 2011 sous les bombes françaises», a dit M. Gbagbo, soupçonné de crimes commis à la suite de l'élection présidentielle de novembre 2010.

«C'est l'armée française qui a fait le travail», a-t-il assuré, lors de sa première comparution devant la CPI entrée en fonction en 2002.

Interrogé par la présidente Silvia Fernandez de Gurmendi sur ses conditions de détention, l'ancien président a assuré que celles-ci étaient «correctes», mais a-t-il ajouté «ce sont les conditions de mon arrestation qui le sont moins».

«Une cinquantaine de chars français encerclaient la résidence (présidentielle, ndlr) pendant que les hélico-

ptères bombardaient», a assuré M. Gbagbo, vêtu d'un costume sombre, d'une chemise blanche et portant une cravate bleue. Lors de l'audience de comparution initiale, qui a duré moins d'une trentaine de minutes, les juges ont vérifié l'identité du suspect et se sont assurés qu'il avait été informé clairement des charges portées contre lui et des droits que lui reconnaît le Statut de Rome, traité fondateur de la Cour.

Laurent Gbagbo, 66 ans, détenu jusque-là en Côte d'Ivoire, avait été écroué mercredi dernier au centre de détention de la CPI, qui siège à La Haye. Il est soupçonné d'être «coauteur indirect» de crimes contre l'humanité lors des violences post-électo-



Laurent Gbagbo.

rales de 2010-2011, à savoir meurtre, viol, actes inhumains et persécution commis par ses forces entre le 16 décembre 2010 et le 12 avril 2011. La juge présidente a annoncé que la prochaine audience aurait lieu le 18 juin 2012. A l'issue de cette audience de confirmation des

charges, les juges devront déterminer si les preuves rassemblées par l'accusation sont suffisamment solides pour la tenue d'un procès.

Une vingtaine d'Ivoiriens sympathisants de l'ancien président, installés aux Pays-Bas, en France ou en Belgique, s'étaient rassem-

blés à la mi-journée devant la CPI, a constaté l'AFP.

«Nous sommes ici pour soutenir notre président, élu démocratiquement par le peuple de Côte d'Ivoire», a déclaré à l'AFP Abel Naki, président du Congrès pour la renaissance ivoirienne et panafricaine (CRI, basée à Paris) : «cette procédure est illégale, elle a été menée de façon colonialiste».

Le refus de M. Gbagbo de céder le pouvoir à son rival et actuel président Alassane Ouattara à la suite de la présidentielle avait plongé le pays dans une crise meurtrière qui avait fait 3 000 morts. Des élections législatives sont prévues le 11 décembre en Côte d'Ivoire.

«La présence du président Laurent Gbagbo dans le box des accusés est manifestement une erreur judiciaire, une tromperie», avait soutenu son conseiller Toussaint Alain, lors d'une conférence

de presse hier matin à La Haye. Arrêté le 11 avril à Abidjan, Laurent Gbagbo était détenu depuis à Korhogo, dans le nord de la Côte d'Ivoire. Il était sous le coup d'un mandat sous scellés émis le 23 novembre et rendu public le 30 novembre. Les juges de la CPI avaient autorisé début octobre le procureur Luis Moreno-Ocampo à enquêter en Côte d'Ivoire, estimant qu'il y avait «une base raisonnable» de croire que des attaques avaient été commises contre la population civile à la fois par le camp de Laurent Gbagbo et par celui d'Alassane Ouattara.

M. Moreno-Ocampo avait assuré mercredi que Laurent Gbagbo ne serait «pas le dernier» à devoir rendre des comptes. La CPI est le premier tribunal pénal international permanent chargé de juger les auteurs de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

## LIBYE

## Les autorités prennent le contrôle du point de passage de Ras Jdir

Les forces du ministère libyen de l'Intérieur ont pris le contrôle de Ras Jdir, principal point de passage frontalier avec la Tunisie, qui était aux mains de combattants ex-rebelles, a annoncé lundi un responsable libyen. «Je peux annoncer aujourd'hui que les forces du ministère de l'Intérieur ont pris le contrôle de Ras Jdir», a déclaré à la presse le vice-ministre de l'Intérieur, Fawzi Abdelali. Ce poste frontalier situé à 180 km à l'ouest de Tripoli, traversé quotidiennement par des milliers de citoyens des deux pays, a été fermé la semaine dernière après une série d'incidents. Un ressortissant libyen avait fait usage d'une arme à feu pour forcer le passage, blessant un douanier tunisien, et les douaniers tunisiens ont arrêté le travail pour protester contre «l'absence de protection et la mauvaise gestion du point de passage du côté libyen».

La prise de contrôle de ce point de passage a été obtenue par «la négociation», a ajouté M. Abdelali, ajoutant que les ex-rebelles avaient agi avec «responsabilité» pour maintenir la sécurité à la frontière. Selon le responsable libyen, le poste-frontière sera ouvert cette semaine à la circulation. Dimanche, le vice-Premier ministre libyen, Moustapha Bou Chagour, avait accusé des «personnes irresponsables» d'être derrière les derniers incidents.

Un autre important point de passage entre les deux pays a également été fermé vendredi par les autorités tunisiennes à Dehiba, dans l'extrême Sud tunisien, à la suite d'attaques contre des ressortissants tunisiens dans la région de Nalout, dans l'ouest de la Libye, selon une source officielle tunisienne. La Tunisie avait exprimé jeudi «sa profonde préoccupation» suite aux incidents de Ras Jdir et demandé à Tripoli de placer ce poste frontalier «sous la responsabilité d'agents des forces régulières et professionnelles».

## ÉGYPTE

## Duel islamo-islamiste au deuxième tour des législatives

**Les islamistes d'Egypte, dopés par une victoire écrasante au premier tour des législatives, étaient engagés hier dans la bataille du second tour contre les libéraux, mais aussi au sein de leur propre camp, avec un duel entre les Frères musulmans et les nouveaux venus salafistes.**

Si l'ensemble des mouvements islamistes ont été crédités officiellement de 65% des voix, l'influente confrérie des Frères musulmans (36,6%) tente de se démarquer des fondamentalistes qui ont créé la véritable surprise du premier tour en raflant 24,3%.

Hier et aujourd'hui, les deux mouvements vont se battre pour une vingtaine de sièges dans un tiers des gouvernorats d'Egypte concerné par ce second tour, dont les deux plus grandes villes du pays, Le Caire et Alexandrie.

Les bureaux de vote ont ouvert à 8h pour ce deuxième tour destiné à pourvoir les sièges attribués au scrutin uninominal (un tiers du Parlement). L'affluence était encore faible à l'ouverture après un premier tour marqué par une participation sans précédent (62%) dans l'histoire de l'Egypte, un pays dirigé d'une main de fer pendant 30 ans par le président Hosni Moubarak, chassé en février par une révolte populaire.

A Alexandrie (nord), un duel particulièrement serré est prévu entre les Frères musulmans et les salafistes. Cette ville côtière a vu naître le parti salafiste Al-Nour, peu après la chute de M. Moubarak, mais la confrérie y est également implantée depuis longtemps. «Cela ne fait que dix mois qu'on est là et on est déjà en deuxième position», s'est félicité Jihane, une mère de quatre enfants qui porte le niqab, devant un bureau de vote dans le quartier Al-Montazah, sur le front de mer à Alexandrie. «Je vais voter pour Al-Nour car je suis très pieuse et ce sont eux qui représentent le mieux mes idées», a-t-elle ajouté. «Celui qui a espoir en Dieu est le vainqueur.»

«La confrérie est là depuis longtemps, nous avons beaucoup travaillé ici», a affirmé à l'AFP Saïd Abdel Samee, responsable de la campagne des Frères devant un autre bureau de vote d'Alexandrie. Les législatives égyptiennes sont organisées sur trois zones géogra-

phiques qui se prononcent l'une après l'autre. L'élection des députés se déroule jusqu'en janvier, puis viendra celle des sénateurs jusqu'en mars.

Près de 50 millions d'électeurs sur 82 millions d'Égyptiens sont appelés à voter pour élire 498 membres de l'Assemblée du peuple (chambre des députés), tandis que 10 autres seront nommés par le chef de l'armée et chef d'Etat de fait, le maréchal Hussein Tantaoui. Un tiers des sièges de l'Assemblée du peuple seront pourvus via un scrutin uninominal à deux tours, les deux tiers restants étant attribués à des listes élues à la proportionnelle.

Dans cette première étape du scrutin, les libéraux, qui apparaissent comme les grands perdants, vont tenter de compenser leurs pertes, en particulier au Caire. Le Bloc égyptien, principale coalition libérale, a ainsi obtenu 13,3% au premier tour. L'ensemble des libéraux, répartis sur six listes, atteignent 29,3%, mais ils restent toutefois trop divisés pour représenter un groupe homogène face au raz-de-marée islamiste. Dans le quartier huppé de Zamalek au Caire, les espoirs reposent sur le candidat

libéral Mohamed Abou Hammad, qui fait face à un candidat des Frères musulmans. «J'ai voté pour Hammad. S'il ne gagne pas ici, je ne sais pas où les libéraux vont gagner», a affirmé Amr al-Gidawi, un avocat, devant un bureau de vote. Les deux prochaines étapes des législatives se tiendront en effet dans l'Egypte profonde et laisseront peu d'opportunité au camp laïque.

La percée des salafistes, plus intransigeants que les Frères musulmans qui se présentent comme «modérés», a pris la confrérie au dépourvu et semé la crainte dans les milieux laïques et coptes. Aussi le porte-parole des Frères musulmans Mahmoud Ghazlane a-t-il appelé «à ne pas mettre tous les islamistes dans le même panier», en référence à Al-Nour.

Les salafistes se différencient physiquement des Frères musulmans par leur longue barbe et leurs costumes traditionnels et la majorité des femmes portent le niqab, répandu en Arabie saoudite. Forts de leur succès, ils ont multiplié les déclarations en faveur d'un islam rigoriste, similaire à celui en vigueur dans le royaume wahhabite.

## SYRIE

## Cinq civils tués à Homs, arrestations d'étudiants

Cinq civils ont été tués hier par les tirs des forces de sécurité à Homs (centre), haut lieu de la contestation contre le régime du président syrien Bachar al-Assad, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). «Quatre civils ont été tués et cinq autres blessés par des balles tirées sur des funérailles, depuis un barrage dans le quartier de Deir Balaa», a précisé l'OSDH, basé à Londres. Un cinquième civil a été tué également par les tirs des agents de la sécurité

présents à proximité de l'hôpital national de Homs, à 160 km au nord de Damas.

Au moins 30 personnes ont été tuées dimanche à Homs, assiégée par les forces de sécurité depuis plus de deux mois. Par ailleurs, les services de sécurité ont arrêté dix étudiants qui participaient à une manifestation anti-régime à Harasta, près de Damas. Et dans la ville côtière de Jabla, huit autres étudiants ont été arrêtés dans leur lycée, sous l'accusation d'insultes

contre le président Assad, ont indiqué l'OSDH et les Comités locaux de coordination (LCC), qui chapeautent les manifestations sur le terrain.

Selon l'OSDH, trente étudiants originaires de Deraa, où est née la contestation, ont été interpellés et 60 autres, également originaires de cette région, ont été renvoyés de l'Université de Techrine à Lattaquié (nord ouest). «Ces étudiants ont reçu des menaces, subi des pressions et ont fait l'objet de mauvais

traitements et d'insultes de la part de leurs collègues en raison de leurs appartenances communautaires et religieuses», a dénoncé l'OSDH. Malgré les pressions occidentales et arabes, la répression s'est poursuivie sans relâche en Syrie, où 63 personnes ont été tuées samedi et dimanche par les forces de sécurité et des milices pro-régime. Selon un dernier bilan de l'ONU, la répression a fait au moins 4 000 morts depuis mars dans le pays.